

C'est à cela que je pensais en disant qu'Andreas, en taule comme au-dehors, a donné au processus collectif son orientation, que ses méthodes de lutte représentent pour chacun d'entre nous un moyen de nous orienter — que je puis découvrir dans la façon dont il fait quelque chose quand il l'a pigé, quelque chose que je ne savais pas auparavant.

Et l'un des chemins que nous avons cherché à emprunter dans une phase déterminée du processus de collectivisation, dans *L'Info*, ça été la méthode de la critique et de l'auto-critique. Donc se mettre radicalement en cause, vouloir réellement tout savoir de soi, et savoir de chacun des autres qu'il exige la même chose de lui-même. C'est-à-dire que l'échange, l'interaction résident dans la transmission de son propre processus, du point que l'on vient d'atteindre, d'où l'on doit se battre — et dans l'isolement, chacun d'entre nous, encore une fois, en a fait l'expérience dans une dimension existentielle tout à fait autre : que combattre, que l'identité n'est possible qu'ensemble.

On ne peut naturellement pas séparer cela de tout ce à quoi nous avons travaillé par ailleurs, par exemple les textes et les analyses sur la structure du capital, sur la stratégie militaire ou sur la « counter-insurgency », analyses qui ont été développées au cours de discussions collectives.

Nous n'avons jamais dit à quelqu'un, tu dois faire ceci et cela, mais nous disons ce qu'il y a à faire, ce que donc chacun peut faire, s'il le veut. Voilà la condition — la volonté. La contrainte et la soumission, ou bien les luttes de concurrence pour des positions imaginaires dans une hiérarchie imaginaire, signifieraient, dans l'isolement, sous ces conditions, tout simplement que le groupe est sur le point d'éclater, qu'il ne survivra plus longtemps.

C'est-à-dire qu'il ne pourrait plus lutter.

Seul un idiot peut croire à tous ces ragots répandus ici contre nous par la contre-propagande...

(Prinzing arrête l'audition.)

Extraits de la déclaration des prisonniers de la « R.A.F. » au procès de Stammheim

Janvier 1976

Nous n'aimons pas beaucoup faire de proclamations — et de toutes façons elles n'auraient guère de sens devant le public fantôme qui assiste à ce procès —

celui qu'on *autorise* ici sous la forme d'observateurs (comme le dit Wunder¹), un public déformé, corrompu et totalement manipulé.

Le problème — et c'est aussi un élément de ce spectacle pitoyable — c'est pourquoi il se déroule dans ce bâtiment, pourquoi il a lieu à Stammheim, et non pas dans une ville où la gauche légale pourrait constituer son public — c'est que, dans le fond, personne ici

n'est

prêt à écouter ce que nous disons, autrement que pour des sensations banales, d'une autre oreille que celle de l'indic ou du marché. Ce marché est incapable d'en comprendre le contenu, ni même les faits puisqu'il s'agit de notre extermination politique. Si le public civil qui est admis ici, ou qu'on permet d'observer ici, avait encore une fonction de contrôle, ce procès serait impossible.

Son projet — et ceci ressort du verbiage des hommes politiques, du caractère militaire de la mise en scène de ce procès et de ce serpent corrompu qui est là devant —

son projet d'autoreprésentation impériale qui marque chaque détail de ce spectacle pitoyable, est démagogique,

et il a été développé à partir d'une campagne diffamatoire de cinq années de guerre psychologique.

Nous combattons sur son terrain, qui est en fait totale-

1. Représentant de l'Accusation fédérale.

ment organisé jusque dans les moindres détails, et je ne veux pas encore une fois ici les dénombrer.

Chacun sait désormais qu'ici tous les moyens illégaux de nous rendre incapables de nous défendre ont été essayés et appliqués, et le sont encore, car dans l'esprit de la justice militarisée cela revient au même, incapables qu'ils sont de faire la moindre articulation politique dans cet affrontement que l'Etat doit craindre, mais c'est autour d'elle que tout tourne.

De même qu'elle fait apparaître le caractère révolutionnaire de l'affrontement, elle définit la tentative de l'Etat d'en venir à bout, tout cet énorme effort de la mobilisation réactionnaire qui a cherché ici à s'exprimer jusque dans l'architecture — comme contre-révolutionnaire, comme *guerre* de classes.

C'est pour cela que nous sommes ici. Nous menons ce procès, ou nous avons essayé de le mener, pour montrer — à la mesure de ce procès pitoyable et du fait que l'Etat est contraint ici de disputer sa légitimité par tous les moyens (Schmidt le répète assez) à quatre prisonniers — pour montrer donc et expliquer la faiblesse de l'Etat au moment même où il essaie de démontrer sa force.

L'argument selon lequel nous serions incapables d'apporter une justification scientifique de notre politique (nous sommes, je crois, parfaitement en mesure de la donner) est de toutes manières ici une absurdité. Nous avons tout intérêt au contraire à développer notre conception, notre expérience et notre analyse. Et si nous arrivons à la prononcer, l'Accusation fédérale ne pourra légalement pas en empêcher la publication.

Nous nous sommes prononcé *contre* une présentation complexe de notre conception fondée de la stratégie révolutionnaire, *maintenant*, à ce moment, et pour trois raisons :

Ulrike — Prinzing² nous interromprait de toutes façons, parce que cela demanderait trop de temps, et parce que son job comme juge de la Sûreté de l'Etat ici consiste à empêcher tout contenu politique de passer dans ce procès.

Deuxièmement — et ce texte sera analysé —, c'est une expérience et nous ne sommes pas sûrs, en donnant une reconstruction de définitions stratégiques, de ne pas livrer des armes à la Sûreté de l'Etat, même si en même temps on les met à la disposition de l'organisation de la politique révolutionnaire.

Finalement — et ceci aussi est important —, nous ne par-

lons que pour les prisonniers à partir de leurs discussions et pour nous-mêmes. Nous ne parlons pas pour les groupes qui combattent dans l'illégalité.

A cela il faut ajouter :

La continuité de la guérilla urbaine, la continuité de son offensive révolutionnaire, ne se réalise que dans son action, et non pas dans une proclamation de ses prisonniers.

Vouloir donner l'évolution complexe de *l'ensemble* — ce serait déjà une folle prétention, et une erreur, car le spectacle ici est sans signification pour le processus de développement de la guérilla urbaine.

Nous pensons aussi que la tentative d'une justification scientifique présuppose un consensus minimum — celui de l'argumentation. Alors que l'absence de consensus éclate ici de façon si manifeste et si brutale, ne serait-ce que par les mesures misérables que prend Prinzing pour faire obstacle à ce texte, — une justification serait une contradiction. Sans compter même que ce tribunal a démontré depuis des mois son incapacité et son refus à suivre une argumentation sur le contenu.

La conception scientifique de notre politique, sa justification théorique uniquement sur les bases de l'analyse de 1970 serait également totalement absurde devant ce tribunal. Elle ne serait révélatrice que pour les analystes de la Sûreté de l'Etat — alors que cinq ans de guérilla urbaine ont suffisamment *prouvé* son évidence.

En plus de cela, faire une déclaration, cela signifierait vouloir défendre quelque chose contre la machination brutale qui s'exerce ici — mais ce serait alors entrer dans *son* jeu de la présenter — tout comme s'il s'agissait de présenter une confession — une déclaration est une interaction qui nous obligerait à entrer dans le jeu de *ce* tribunal, de ce spectacle. Cela *est* impossible — même tactiquement — et c'est devenu encore plus impossible depuis ces trois dernières années. Ce procès *ne* nous concerne *pas* dans son contenu. Ce qui nous concerne, ce sont ses critères et la possibilité de les expliquer. Andreas a déjà dit pas mal de choses à ce sujet, et lors de la production de preuves nous en dirons certainement bien plus encore — c'est à voir.

Pour cette fois-ci, Andreas parlera, ou plutôt nous parlerons, *brièvement*, enfin de façon relativement brève, et selon les lignes de notre discussion — puisque Zeis nous a fauché

2. Président de la cour de Stuttgart-Stammheim (O.L.G.).

3. Représentant de l'Accusation fédérale au procès de Stammheim.

(et sans nous les rendre), juste avant le procès, nos projets écrits ainsi qu'un manuscrit important (du moins théoriquement) — de deux aspects de la chose :

1) de la *nécessité* de notre politique issue d'une détermination historique, et, concrètement, du processus de résistance qui a permis, il y a cinq ans, le développement de la « R.A.F. » et permet encore son développement ;

2) de sa *possibilité*, en tant que fragment du fragment de la planification du processus révolutionnaire que la guérilla urbaine anticipe dans sa tactique.

Vu le niveau d'abstraction que le procès a désormais atteint grâce au comportement borné, véreux et musclé de Prinzing, qui entend maintenir une procédure normale, nous n'avons vraiment pas d'autre choix que de lui opposer nos propres abstractions. Il faut qu'on comprenne bien ici que ce n'était pas dans nos intentions au début, — que notre plan n'était pas non plus de nous affronter à ce procès avec des contenus de politique révolutionnaire — en les présentant ici seulement comme à un séminaire. Nous pensions plutôt à une ou plusieurs brèves déclarations et notre projet était de concrétiser les contenus lors de la production des preuves.

Voilà pour notre conception de la mise en scène. Depuis, il s'est avéré que, premièrement nous ne pourrions vraisemblablement pas tenir ce projet, parce que nous allons trop mal — ce qui doit correspondre vraisemblablement au plan de Prinzing, puisqu'il a combattu ici et combat encore par tous les moyens pour nous mettre dans l'incapacité de nous défendre, et par la réglementation « pour finir » — ce sont ses propres termes — des conditions de détention par laquelle notre état de capacité seulement partielle de comparaître doit être maintenu et par suite aggravé

— et deuxièmement, parce que Prinzing l'empêcherait directement en escamotant par exemple des requêtes lors de la production de preuves, comme — et il faut bien insister sur ce fait — il l'a déjà fait (il les a *toutes* refusées depuis six mois). Ce qui signifie tout simplement que les actions et l'ensemble de notre politique ne sont pas *représentables*, pas véhiculables au travers de la production des preuves. Nous allons de toutes façons, donc, essayer de l'expliquer dans le cadre d'un procès, en en passant effectivement par le rituel d'une déclaration — de façon donc fragmentaire — qui suivra les grandes lignes de notre analyse. Mais pas mal de documents importants là-dessus nous ont été raflés par l'Accusation fédérale juste avant le procès.

Andreas — La déclaration maintenant est donc marquée par ces conditions de travail absurdes, et elle ne peut se faire que si nous ne sommes pas interrompus. Si Prinzing nous interrompt à plusieurs reprises, nous l'arrêterons — parce que nous n'avons qu'un manuscrit partiel, et parce qu'en outre, nous n'avons pu en discuter que très peu de temps ensemble. Nous comptons la publier un jour ou l'autre une fois qu'elle sera structurée de façon plus claire.

Pour le préciser à nouveau, toute notre tentative de rendre cela disponible à travers un protocole, est déterminée par la discussion internationale de la gauche militante anti-révisionniste en Europe, et pas seulement en Europe. Nous démontrerons que l'encerclement et l'intégration totale des organisations traditionnelles de classe du prolétariat par et dans la politique du capital en Allemagne fédérale

sont déterminés historiquement,

et nous essaierons de démontrer que ce processus ne peut être brisé qu'à l'échelle internationale, par la reconstruction politique internationale du prolétariat ; à partir du développement du capital, par la stratégie de classe. La guérilla dans les métropoles est l'expression consciente, l'interprétation, la tentative subjective consciente de faire naître cette reconstruction dans et à partir de sa dimension internationale.

Pour décrire cela et pour le faire comprendre, nous *sommes obligés* d'entrer également dans les catégories économiques, car elle ne peut être développée, même de façon fragmentaire et abrégée, qu'à partir du concept de la tendance objective (tendance non pas selon la base conceptuelle de Schmidt, mais de Marx — dans les *Grundrisse*).

Evidemment, cela est inhabituel, et je n'ai jamais encore entendu dire qu'une chose semblable ait été tentée dans un procès politique. Mais ce n'est pas seulement par réaction aux tentatives, à ces tentatives plates et démagogiques de nier tout *contenu* politique à ce procès — comme Sartre l'a dit, je crois, le crime consiste à vouloir nous traiter comme des criminels ; cependant, nous sommes quand même obligés d'y voir une réalité dans une certaine mesure, évidemment, d'une part parce que la politique révolutionnaire, et pas seulement révolutionnaire, mais toute tentative d'opposition démocratique et sociale dans cet Etat doit être assimilée à un crime et l'est effectivement, et, d'autre part, parce que nous n'avons aucun problème avec cette forme de résistance que la justice de classe appelle la criminalité de droit commun.

C'est plutôt une tentative *pratique* de briser la censure et

l'illégalisation de nos textes ; ce que nous disons ici, dans sa forme actuelle, peut être publié *de toute façon*, encore que Buback trouvera certainement un moyen musclé de l'en empêcher. Donc nous faisons l'essai. (C'est justement pour cette raison que nous n'avons pas de concessions à faire à ceux qui écoutent ici.)

Le fait est, pour le dire une fois de plus de façon lapidaire, que nous sommes tous (je veux dire tous les prisonniers) sûrs que le développement confirmera notre analyse et notre pratique, comme il les a déjà confirmées pendant cinq ans.

Nous avons fait des erreurs, mais disons que c'étaient des erreurs objectivement nécessaires vu la faiblesse de la politique prolétarienne en Allemagne fédérale.

Et — ce texte ferait-il croire le contraire — surtout maintenant — il n'y a pas, dans la « R.A.F. » de séparation entre théoriciens et praticiens — donc cette sorte de répartition du travail, d'exploitation et cette sorte de structure hiérarchique que la guerre psychologique projette sur nous. Cela a toujours été parfaitement clair pour chacun de nous, et il n'y a jamais eu de malentendu sur la question de savoir comment les charges, les problèmes et la structure d'un groupe qui s'organise et lutte dans l'illégalité, doivent être compris et déterminés. Notre estimation de sa nécessité n'a pas changé.

En revanche, nous avons appris que l'illégalité est même la seule région libérée dans la guerre des classes où les relations humaines soient possibles. Nous avons appris à connaître, même si c'est de façon subjective, sa dialectique émancipatrice et libératrice. Il n'y a rien à dire ici du processus d'apprentissage, de la radicalité existentielle et de la structure collective — enfin peu de choses — car ce qui s'est passé entre-temps, c'est que la réaction de l'Etat impérialiste de la social-démocratie, de l'impérialisme du S.P.D., la contre-propagande et la répression brutale de la Sûreté de l'Etat contre nous, se sont retournées en propagande *pour* nous une fois ramenée à leur concept — celui de la « counter-insurgency ». Il fait apparaître la dimension et la pertinence qu'a la politique prolétarienne dans cette phase de défense stratégique de l'impérialisme, qu'a l'attaque de petits groupes illégaux armés qui déterminent leur stratégie contre le capital U.S. et l'Etat impérialiste, et ceci dans le cadre international des luttes de libération anti-impérialistes...

Ulrike — Il faut parler ici du type de direction du groupe, parce que la personnalisation que projette sur nous la guerre psychologique en tant que méthode pour diviser le prolétariat — elle personnalise la politique révolutionnaire

pour empêcher qu'elle soit comprise comme la politique d'une classe — est en même temps le terrain de propagande pour la liquidation physique des combattants singuliers.

L'isolement était destiné à briser le groupe, et le plan de l'Accusation fédérale était de me crétiniser d'abord par la section silencieuse, puis par l'intervention stéréotaxique, tandis qu'Andreas dans le même temps — c'est-à-dire en été 1973 —, devait être assassiné par la suppression de l'eau lors de notre grève de la faim. Nous avons démontré cela ici-même en citant les faits, et nous n'exagérons en rien. Holger a été assassiné, *parce qu'il* avait une fonction directrice dans le groupe, c'est-à-dire parce qu'il était un élément d'orientation à l'intérieur du groupe.

La guérilla est une organisation encadrée — le but de son processus d'apprentissage collectif est l'égalité des combattants, la collectivisation de chaque individu, son aptitude à l'analyse, à la pratique, à l'indépendance et la capacité qu'il acquiert de construire lui-même un noyau armé et de tenir ouvert le processus d'apprentissage collectif. C'est Andreas qui a lancé ce processus dans la « R.A.F. », et Andreas a été dès le début dans la « R.A.F. » ce que chaque combattant veut être et doit être : la politique et la stratégie dans la personne de chaque individu.

Le guérillero est le groupe,

son processus collectif en tant que processus soumis à la mécanique de la structure impérialiste hiérarchique — et l'objectif, la nécessité du bouleversement de la volonté individuelle, en tant que particulière —, ce que Wunder résume ici stupidement sous le terme de « motivation politique ».

(Une infamie copieuse que le représentant d'une administration, qui représente ici directement les intérêts du capital U.S. et de l'armée U.S. — avec leurs 125 bases militaires et leurs 7 000 ogives nucléaires — sur le territoire de l'Allemagne fédérale, s'imagine pouvoir encore capitaliser la lutte armée contre le capital U.S. et l'Etat impérialiste.)

La direction dans la guérilla est la fonction qui transmet le rapport entre subjectivité et nécessité, volonté et objectivité dans la pratique du groupe, sa structure et son action.

Elle se développe à partir du processus du groupe, de l'obligation complexe de la lutte dans l'illégalité en transmettant les processus collectifs d'apprentissage et de travail, de l'initiative de chaque individu dans le processus collectif, en tant qu'initiative à partir de la pratique et pour elle. Sa fonc-

tion spécifique est de rendre possible la continuité du processus d'apprentissage, de l'expérience, de l'interaction, de la capacité d'agir de l'organisation contre toutes les frictions dont les causes sont aussi bien intérieures qu'extérieures. Direction et collectivité ne sont pas en contradiction dans la guérilla — elles tirent leur identité de la façon dont chaque individu, et donc le collectif, et donc sa direction, définissent le but : la liberté, la libération, et aussi à partir de l'expérience qu'a chaque individu de ce que la vie et la subjectivité ne sont possibles que dans la lutte armée anti-impérialiste ; que la lutte armée dans l'illégalité est, dans l'impérialisme, la seule possibilité d'activité pratique critique.

Elle est une fonction que le groupe ne constitue pas en premier lieu, mais qui naît dans le processus de sa constitution. Elle ressort de sa pratique et aussi de son processus collectif, et elle reste attachée, comme une charge, à celui à qui elle a été attribuée en raison de sa capacité d'anticipation et de sa décision de tenir le processus collectif ouvert. Et c'est toujours — c'est une expérience — celui ou ceux pour qui la direction n'est pas un besoin, besoin qui, dans l'impérialisme, ne peut jamais être que le besoin de domination.

Pour être brève, je dirais que la direction dans la guérilla est initiative, interaction et toujours, à chaque moment, l'insistance sur le primat de la pratique, de la politique en tant que politique prolétarienne, voilà l'action — contre la tendance à la reproduction de structures impérialistes comme la domination, la schématisation, la systématisation dans la division du travail, la concurrence, et les réflexes irrationnels à partir de la solitude et l'angoisse.

Cette fonction, c'est Andreas qui l'assume dans la « R.A.F. », parce qu'il transmet dans la « R.A.F. » la politique prolétarienne — qui est l'insurrection — en tant que direction, avec la fonction de la rendre pratiquement — c'est-à-dire par la pratique collective — superflue — en tant que conception du particulier dans le général, du possible dans le nécessaire, du subjectif dans l'objectif, de la théorie *pour* la pratique.

C'est pour cette raison que c'est Andreas que l'Accusation fédérale, ce tribunal, l'Office fédéral de la police criminelle et le gouvernement haïssent le plus. Pour eux, il s'agit d'exterminer le nouveau, l'homme nouveau, la société nouvelle dont la guérilla par son identité de pouvoir, de subjectivité, de processus d'apprentissage et de pratique, est l'embryon.

La guerre psychologique *doit* personnaliser, parce qu'elle ne peut pas attaquer ce qui constitue la guérilla — la lutte

collective dans l'illégalité contre l'Etat —, sans faire en même temps de la propagande pour la politique de la guérilla, sa liberté, qui est sa liberté de combattre. Elle doit personnaliser pour présenter le moment central de sa liberté, l'illégalité et donc sa capacité d'action, comme absence de liberté.

Mais lorsque Herold dit : « des Baader et des Meinhof », ce pluriel montre aussi que ce que la méthode de personnalisation devrait faire apparaître — à savoir faire passer l'action de la guérilla pour une affaire d'individus — n'est pas apparu. Evidemment Herold ne peut comprendre ce qu'est un collectif. Mais ce que son pluriel reflète, c'est que nous sommes nombreux à lutter à partir de la nécessité objective qui est matérielle. Direction — cela veut dire aussi faire jouer la dialectique de la possibilité et de la nécessité : avec la nécessité de combattre augmente également la possibilité de combattre, c'est-à-dire de s'organiser, de mener des offensives et de les réussir.

Ainsi, la direction a aussi, subjectivement, une fonction d'encouragement, et elle est un élément de mobilisation. Sa fonction exclut son institutionnalisation, elle dépend de l'interaction collective du groupe, tout autant que le groupe dépend d'elle.

Elle exclut toutes les structures mortes et si meurtrières des bureaucraties impérialistes, de façon radicale.

Et ceci à partir d'une dialectique simple : autant l'organisation de l'armée est le prototype de la structure impérialiste, et cela veut dire de l'aliénation, autant dans la guérilla en tant qu'organisation militaire pratiquant une politique prolétarienne, cette aliénation est forcément totalement abolie ;

— elle est abolie par la politique — ou elle l'est progressivement dans un processus continu.

La politique de la guérilla fonde sa capacité d'action — elle est sa possibilité.

Mais disons que désormais la contre-propagande qui a personnalisé Andreas selon le prototype de la structure impérialiste, a échoué. Ce qu'elle fait apparaître dans toute l'étendue de cette campagne diffamatoire, c'est en fait la force de la subjectivité, la force de la politique prolétarienne — et nous savons que depuis longtemps ce nom signifie rébellion ; que la propagande de la Sûreté de l'Etat contre nous, a fait de ce nom, pour beaucoup de gens, l'exemple qu'Andreas est pour nous : un exemple de ce que Mao appelle « *la politique est le commandeur* », sous-entendu : la politique prolétarienne, la politique de ceux qui ne possèdent rien.

La rationalité de l'affirmation selon laquelle la « R.A.F. » aurait commencé politiquement, mais qu'ensuite elle se serait dépolitisée, signifie que la Sûreté de l'Etat n'a pas trouvé de faille pour elle dans la « R.A.F. », que la « R.A.F. » avait dès le début, grâce à Andreas, une conception politique révolutionnaire — celle dont parle la deuxième thèse de Feuerbach :

« La question de savoir si la vérité concrète appartient à la pensée humaine n'est pas une question de théorie, mais une question pratique. Dans la pratique, l'homme doit prouver la vérité, c'est-à-dire la réalité et le pouvoir, la matérialité de sa pensée. La controverse sur la réalité d'une pensée qui s'isole de la pratique est une question purement scolastique. »

Andreas est poursuivi en tant que prototype de cette politique, parce qu'il incarne l'unité entre l'analyse, la collectivité et l'action.

La théorie révolutionnaire est théorie critique. Là où nous l'avons formulée, pour la publier, nous l'avons définie comme une *arme*, et nous l'avons toujours liée à des problèmes clairement définis de pratique de lutte dans l'illégalité. La théorie qui n'est pas liée à la pratique, donc qui n'explique pas pour nous notre situation et qui ne nous montre pas la possibilité de la changer, ne nous a jamais intéressés. Donc ce genre de théorie dont parle la guerre psychologique, lorsqu'ils nous ont caricaturés, Mahler et moi, en « théoriciens de la « R.A.F. » » — n'est que du journalisme à sensation ou de l'affabulation aliénée utilisant l'appareil conceptuel marxiste dans la compréhension fautive des « M-L » qui le transforment en dogme — par souci d'avoir raison, comme Mahler l'a fait dans son écrit, *La lutte armée en Europe occidentale*. Les écrits théoriques de la « R.A.F. » étaient des brochures dont le but était de convaincre des individus qu'il est juste et pourquoi il est juste de soutenir la guérilla urbaine. Nous les avons définis comme des armes, parce que tout ce qui est utile à la lutte armée dans l'illégalité est une arme.

Parler d'Andreas signifie parler de nous, car, quand nous disons que la fonction de direction est pratiquement — par la pratique collective — de la rendre superflue, cela signifie que la guérilla est une organisation politico-militaire, et doit l'être en tant qu'organisation illégale, si bien que chacun devient en fait la direction, ou doit être capable de la devenir.

D'où le mot d'ordre global :

— devenir capable d'apprendre ;

— dépasser l'expérience. Ses expériences propres comme

celles du groupe, ainsi que celles des mouvements de libération du tiers monde ; et que chacun soit capable de *transmettre* des expériences. Même l'apprentissage n'est possible que dans la lutte contre l'Etat, contre sa méthode de campagnes diffamatoires, de mensonges et d'injures, contre la structure de socialisation et d'endoctrinement impérialiste, et cela n'est possible *que* collectivement et uniquement avec pour but d'atteindre à l'action armée.

La direction collective si l'on se réfère à Gramsci, signifie que le projet doit être compris par chacun dans la guérilla, pour que chacun reconnaisse sa tâche dans la réalisation et l'exécution comme une *fonction du tout* ;

— que le projet qui décide d'une action laisse prévoir ses conséquences positives et négatives, l'approbation et la réaction, et qu'il contient déjà en lui les réponses, qu'il ouvre donc un champ à l'organisation. Voilà ce qu'est un rapport entre la théorie et la pratique.

Andreas — Le projet de personnalisation de la politique révolutionnaire dans la guerre psychologique a pour but — et constitue ainsi, dans le domaine de la propagande, l'équivalent de la torture par isolement qui vise à désocialiser les combattants — de dépersonnaliser les combattants, de faire passer, en dépersonnalisant les combattants, l'action révolutionnaire, qui est toujours (peu importe comment elle est transmise) comprise par les masses, pour un corps étranger dans la société. La personnalisation a pour but de faire passer l'état d'exception révolutionnaire pour la vie quotidienne impérialiste dans sa brutalité, pour retourner contre la guérilla la haine latente des masses envers l'Etat, envers le parasitisme étatique, des appareils répressifs et idéologiques d'Etat se composant de l'Accusation fédérale, de la justice, de la police, etc., machine parasitaire qui ne dévore rien d'autre que du surplus. Elle a pour but de décourager le peuple devant l'état d'exception dans lequel il vit, de le décourager à le transformer en un véritable état d'exception, c'est-à-dire en état d'exception *en sa faveur*. Mais précisément parce que cette machine ne peut rien faire d'autre que de projeter, qu'elle est incapable de percevoir autre chose que son propre reflet et de produire autre chose que sa reproduction, — les contenus, la merde qu'elle a soulevés avec sa guerre psychologique lui retombent forcément sur les pieds.

Méritent la haine — les gens la comprendront petit à petit — ceux qui s'imaginent que ce sont leurs contenus, alors qu'ils ne sont qu'un succédané d'idéologie et un ersatz de légitimation.

Bref : la direction — ce qu'elle devrait être, c'est la conception concrète de la situation et de son dépassement : les buts et leur transmission dans la structure du groupe/de l'organisation en lutte.

En clair : dans la nécessité (et c'est l'histoire qui produit le projet, et par là, l'histoire du groupe et de chaque individu comme son concept : la lutte révolutionnaire), — dans la nécessité de l'antagonisme dans lequel nous nous plaçons, nous et notre politique, en tant que combattants, donc dans sa violence et son obligation complexe pour chaque individu, — il y a la liberté, il y a la libération comme possibles.

Ulrike — Il faut intégrer dans ce contexte — celui de la guerre psychologique — l'idée débile de Wunder selon laquelle Andreas n'aurait jamais travaillé en usine, parce qu'elle démontre comment l'anticommunisme devenu scientifique dans la guerre psychologique, usurpe l'histoire, les opinions et les structures présentes dans le but de les figer. Son allégation est fautive. Andreas a appris et compris dans l'usine, dans la rue, dans la prison. La déformation des faits relève bien de la guerre psychologique, quand on prétend aussi par exemple que la « R.A.F. » est un groupe de types et de nanas appartenant aux couches supérieures de la classe moyenne, avec donc une socialisation bourgeoise. Si l'on tient à faire de la sociologie, disons que la moitié d'entre nous viennent d'un milieu prolétarien — école élémentaire, apprentissage, usine, foyer, prison. L'affirmation nie, mais certainement aussi par ignorance, qu'avec la troisième subordination réelle au début des années 1960, les processus de prolétarianisation et de déclassement ont augmenté en masse

— avec le processus de massification et de technocratisation des universités, de concentration des media, etc. : ça a été la cause intérieure de la mobilisation dans les universités à partir de 1966. La cause extérieure, ce fut la guerre américaine au Vietnam. Cette affirmation essaie de ne pas voir également le fait que tous les combattants de la « R.A.F. » ont appris et travaillé dans les projets de base de la Nouvelle Gauche depuis Pâques 1968.

C'est le combat même qui prolétarianise les combattants. L'absence de propriété et — ceci est la conception du parti coréen — du rapport prolétarien dans la lutte pour le communisme : Le Dchoutche caractérise le prolétariat en tant qu'antagoniste de l'impérialisme ; cela signifie : comme sujet de libération. Evidemment, ceci ne correspond pas au concept sociologique de prolétariat.

Un tel concept ne nous intéresse même pas. « Prolétariat » n'est pas un concept qui sort de la doctrine génétique des fascistes — il signifie un rapport. Le rapport de la guérilla au peuple renvoie au rapport du prolétariat à l'Etat impérialiste, le définit comme ennemi mortel, comme antagoniste, comme guerre de classes.

Prolétariat est un concept de lutte.

Sartre dit :

« Il est vrai que le prolétariat porte en lui-même la mort de la bourgeoisie ; il est vrai que le système capitaliste est secoué par des contradictions structurelles ; mais ceci n'implique pas nécessairement l'existence d'une conscience de classe ou d'une lutte de classes. Pour qu'il y ait conscience et lutte, il faut se battre. »

Mais d'où vient l'affirmation de Wunder ? Veut-il dire que « le travail libère » (Arbeit macht frei) ? — donc le camp de concentration. Ou veut-il parler de l'éthique protestante du travail ? donc — citation :

« Le travail comme la source de toute richesse et de toute culture », idée du Programme de Gotha avec laquelle la vieille social-démocratie, lors de la grande crise de chômage en 1930, n'a rien pu faire d'autre que de céder finalement le pouvoir politique aux fascistes — alors qu'elle l'avait perdu depuis longtemps (parce qu'elle ne l'avait jamais arraché au ministère de la Guerre du Reich). A ce propos — à propos de la conception mystifiée du travail du Programme de Gotha, Marx dit de façon brève et sèche :

« [Que] l'homme qui ne possède d'autre propriété que sa force de travail, est obligé d'être, dans toutes les formes de société et de civilisation, l'esclave des autres hommes qui se sont rendus propriétaires des conditions de travail matérielles. »

Marx en déduit la nécessité économique et le droit politique des travailleurs de quitter l'usine, de s'armer et de combattre l'Etat. Et c'est uniquement pour cela que nous nous référons à Marx, parce qu'il a justifié de façon scientifique la nécessité de l'insurrection, la lutte de classes comme guerre de classe contre le réseau parasitaire des appareils répressifs et idéologiques, contre l'Etat bourgeois.

Ce verbiage n'est que du cynisme. Alors qu'il y a plus de 4 %, c'est-à-dire plus d'un million de chômeurs en Allemagne fédérale, et presque cinq millions en Europe occidentale, la réponse social-démocrate à cela est cette fois-ci son projet fasciste de « sécurité intérieure », l'intégration des appareils

répressifs d'Etat en Europe occidentale sous le commandement du monopole de l'information tenu par le B.K.A., ainsi que l'intégration des appareils de sécurité intérieure et extérieure dans le cadre de l'O.T.A.N., donc sous le commandement du Pentagone. (Nous en reparlerons — de la fonction politique de la social-démocratie pour le capital U.S., de son projet de fascisme et de la stratégie institutionnelle du nouveau fascisme.)

Le pays *légal* n'est pas le pays réel, et dans la même mesure, la vie réelle des travailleurs n'est pas à l'usine. L'Accusation fédérale compatit naturellement à l'esclavage du prolétariat dans les usines, et Wunder fétichise, même très logiquement, le travail en usine — pour masquer la machine de Sûreté de l'Etat parasitaire —, parce que si les travailleurs n'allaient plus à l'usine, c'est-à-dire à cette usine dont il est forcément question *ici* : où le travail est sous le commandement du capital, toute la clique des fantoches de la Sûreté de l'Etat, là en face de nous, n'aurait plus rien à bouffer. (Et Wunder, en tant que vieux social-démocrate, c'est-à-dire en tant que vieux rat social-démocrate, sait évidemment que c'est au terme de notre lutte que se trouve la libération du travail, par l'ébranlement et finalement la dissolution des appareils répressifs et idéologiques d'Etat.) Le contenu concret de cette insulte est donc simplement ceci : Andreas doit, ou *nous* devons nourrir l'Accusation fédérale avec beaucoup plus d'empressement. Un homme convenable selon la conception des procureurs est un homme qui nourrit l'Accusation fédérale — le sujet soumis, l'homme qui existe pour l'Etat et qui n'a pas d'autre but que d'exister pour l'Etat. C'est bien comme l'a dit Andreas :

« Le citoyen idéal, pour l'Accusation fédérale, c'est le prisonnier qui a la photo de Buback dans son placard. »

Demande de citation de Brandt et Schmidt par Andreas

le 29 mars 1977

Cette déclaration a la forme d'une requête, parce que autrement il aurait été impossible de dire, ne serait-ce qu'une phrase au procès.

Nous demandons — pour la première fois du reste — que soient cités Brandt et Schmidt en tant que chefs des gouvernements Brandt/Scheel et Schmidt/Genscher, afin de prouver que :

1) La « Fraction Armée Rouge », depuis 1972, est poursuivie selon une conception de la stratégie antisubversive contraire à la Constitution, qui répond aux normes internationales de la « counter-insurgency » américaine.

Une conception,

a) qui vise à l'« immunisation » (Brandt), par la manipulation et la répression de la société contre l'oppositon fondamentale anticapitaliste ;

b) qui vise, par une stratégie complexe d'initiatives politiques, économiques, militaires et juridiques, à l'intégration de l'appareil de « sécurité intérieure et extérieure » et des systèmes étatiques de fichage de l'O.T.A.N. pour institutionnaliser l'ingérence permanente de la politique extérieure américaine dans les affaires des pays d'Europe de l'Ouest ;

c) qui a pour but immédiat de neutraliser et d'anéantir les groupes de résistance communistes et radicaux-démocrates qui, depuis la dissolution de l'opposition légale à l'agression contre le Vietnam, se sont organisés et armés clandestinement pour combattre la stratégie américaine contre le Sud-Est asiatique, et contre les travailleurs d'Eu-

libel [Trois fragments de la déclaration sur les faits des prisonniers,
janvier 1976

Le moment, où le mouvement impérialiste du capital opérant en Allemagne fédérale, comme mouvement agressif sur le plan quantitatif et qualitatif, et expansionniste envers le tiers monde,

est devenu évident, a nécessairement coïncidé avec le (premier) moment de la crise de développement du capital monopoliste ouest-allemand depuis 1945.

Le processus qui commence à ce moment signifie la fin de l'après-guerre, qui avait été caractérisée par la prospérité et par l'ascension de l'impérialisme U.S. au rang de puissance dirigeante globale —

Il signifie la fin de l'hégémonie indiscutée de l'impérialisme U.S. et il est, en même temps, en tant que processus unitaire, le contre-coup des effets politiques et économiques que la guerre de libération vietnamienne victorieuse et l'offensive des mouvements de libération du tiers monde, ont eu sur l'impérialisme U.S. et en conséquence sur le système global des Etats qui dépendent de lui.

En Allemagne fédérale, les répercussions sur le capital ont trouvé leur expression politique dans les modifications des appareils idéologiques et répressifs d'Etat, qui signalent le début de la transformation de l'Etat constitutionnel bourgeois en un Etat fasciste.

Avec la disparition, même sur le plan formel, de l'opposition : par la formation de la Grande Coalition, il était devenu clair que l'opposition, dans cet Etat, ne pouvait être qu'extra-

parlementaire, antiparlementaire et donc tendanciellement illégale.

Cela ne veut pas dire que sur le principe, le S.P.D. n'ait pas été prêt bien avant, dès 1945, à agir pour l'impérialisme U.S. en Allemagne fédérale, après qu'il ait tenté, du moins en partie, de collaborer avec les fascistes dès 1933 — il a toujours été prêt à cela. Son histoire en tant que parti est l'histoire du capitalisme dans la crise. N'avoir pas reconnu cela, en dit long sur les illusions de la gauche ici, et il est vrai qu'elle a dû se dissoudre avec l'entrée du S.P.D. dans la grande coalition.

L'élimination de l'apparence même de substance dans l'enveloppé parlementaire-démocratique revêtu après 1945 et la réduction, faite finalement de façon ouverte, des instances parlementaires à un appareil de simple approbation, la liquidation aussi des rituels creux et corrodés de l'opposition parlementaire, étaient l'expression de la nécessité d'adapter la machine d'Etat impérialiste aux nouvelles conditions de la reproduction du capital, d'augmenter son efficacité pour protéger la production capitaliste menacée par le changement du rapport de forces global.

Aux U.S.A. mêmes, ce processus avait sa contradiction dans les soulèvements du peuple noir, qui, dans les ghettos, a toujours été soumis à un système ouvertement fasciste — et dans l'accroissement du mouvement de masse contre la guerre au Vietnam.

En Allemagne fédérale, à partir de la modification qualitative, transformatrice de l'Etat impérialiste, s'est développé, comme sa contradiction, le mouvement étudiant.

C'était la couche des intellectuels, leur formation et position sociale comme fossiles de l'époque du capitalisme concurrentiel, qui était touchée directement par les modifications au niveau de la superstructure.

La fonction des intellectuels — être des vecteurs de l'idéologie de l'Etat de droit démocratique-bourgeois, de ses valeurs politiques et culturelles — entrainé en contradiction avec leur nouvelle fonction de contrôleur et de technicien dans le processus de production monopoliste — de même que l'Etat impérialiste sous sa forme d'Etat constitutionnel bourgeois, avec toute son idéologie du développement du capital international dans la défense stratégique, dans la lutte contre la chute du taux de profit, devient dysfonctionnel et se dissout forcément de façon réactionnaire, est transformé en un Etat fasciste.

18
18
Ce dont cet Etat a besoin, ce n'est plus d'intellectuels et de techniciens qui réfléchissent encore sur le sens de leur travail et sur l'idéologie du système. Il a besoin d'intellectuels et de techniciens qui fonctionnent sans problème comme partie de la machinerie de la production du profit et qui se trouvent dans le profit comme but de production, le sens de leur activité, leur identité.

Cela signifiait la nécessité de restructurer la formation et de son adaptation aux intérêts du capital internationalisé et donc la nécessité d'éliminer les privilèges des intellectuels.

Dans la mesure où la protestation des étudiants se dirigeait contre cette pénétration du capital U.S. comme dominateur dans le domaine de la formation et entendait par là le maintien des privilèges, elle était un vain appel à la classe dirigeante, dont le moment conservateur et réactif était fondé dans la composition de classes du mouvement étudiant.

Mais ce qui donnait à la protestation du mouvement étudiant son contenu, ce qui rendait possible la *rupture* et le pas vers l'évolution de la lutte des classes à un niveau qualitativement nouveau : celui de la résistance et de l'offensive —

c'était qu'il était, de par son origine à partir des modifications des appareils idéologiques et répressifs d'Etat, de par le fait qu'il était dirigé contre l'Etat impérialiste, forcément confronté directement à lui, et qu'il comprenait le lien de cette modification avec la modification du rapport de forces global et ainsi le caractère unitaire du système impérialiste, et qu'il était, par cela, anti-impérialiste, internationaliste.

Le mouvement étudiant qui ainsi créa, d'une part, les conditions d'un saut qualitatif dans l'évolution des luttes de classes, constituait *objectivement* ces conditions sans le comprendre : ne put faire *lui-même* ce saut en tant que mouvement de *masse*, parce qu'il n'y avait pas encore de lutte armée, de guérilla. Il ne put faire ce saut, parce qu'il était incapable — sans le moteur de l'action armée — de développer à partir de lui-même la force nécessaire pour cela, pas plus que d'en comprendre seulement la nécessité et la possibilité. Que finalement cette action, la guérilla anti-impérialiste : R.A.F., en soit issue, ne contredit pas ce que nous venons de dire.

Mais la subjectivité du mouvement de masse s'est dissoute — dans le caractère borné, spécifique de la classe petite-bourgeoise, incapable de transformer sa radicalité en politique prolétarienne, d'organiser son militantisme, incapable, à partir

de son propre déclassement, de faire sienne la fonction de la prolétarianisation, ne pouvant et ne voulant se comprendre comme sujet révolutionnaire.

« Le petit-bourgeois — dit Marx — ne peut avoir une position révolutionnaire contre la bourgeoisie qu'autant que le prolétariat est derrière lui. »

Derrière le mouvement étudiant, il y avait la politique prolétarienne de la guerre de libération vietnamienne, des soulèvements des peuples du tiers monde — mais parce que le mouvement étudiant, dans sa révolte, n'a pas pris conscience de la dimension de son départ, et de sa propre prolétarianisation, le mouvement de counter-reaction direct de l'Etat, dans son unité de répression et d'intégration, a forcément détruit la conscience du lien de la lutte ici avec la lutte des peuples du tiers monde, et a finalement désagrégé la position révolutionnaire du mouvement de masse : ce qui déterminera alors sa position, ce n'était plus la politique prolétarienne derrière lui, mais la confrontation avec l'Etat de la social-démocratie, et voilà ce qui conduisit à la perte de sa subjectivité.

Ce qui fait de nous des sujets, c'est le combat contre l'aliénation en tant que combat contre l'appareil « dans lequel cette aliénation s'incarne ».

C'est *parce que* le mouvement étudiant n'a pas saisi le concept du prolétariat — sa définition marxiste, telle qu'elle s'exprimait dans les guerres de libération des peuples du tiers monde, de façon pratique — qu'il n'a finalement pas eu de difficultés essentielles à refouler de sa conscience et de sa pratique, la réalité de l'impérialisme comme système mondial. La tactique de counter-reaction de l'Etat : la loi de l'amnistie a calculé ce processus d'éloignement de la réalité, d'aliénation comme intérêt, et il l'a favorisé comme mesure de la restauration officielle de l'appartenance à la classe bourgeoise, tout en se réservant en même temps, comme alternative à cette offre de corruption, la menace de poursuites de l'Etat, la criminalisation. Le retour à l'ancienne classe rendu possible par le S.P.D. étouffa l'anti-impérialisme et l'internationalisme, effaça des expériences, restaura l'identification à l'Etat au lieu de développer l'identification aux mouvements de libération dans le tiers monde, comme sa fonction spécifique.

Le mouvement se retira à la réalité immédiate de la métropole R.F.A., comme le point de départ de sa pensée et de son action ; il prit un secteur de la totalité concrète du système

mondial pour « toute la réalité », et ainsi l'apparence pour la réalité — et abandonna de la sorte la condition de toute dialectique. Il ne peut plus comprendre cette réalité que de façon linéaire, sa pratique tourne dans le cercle de la reproduction du rapport capitaliste, et ainsi il ne prouve rien d'autre que son incapacité à transformer sa spontanéité, c'est-à-dire son incapacité à la rupture.

Parce qu'il n'était plus capable, du fait de son éloignement de la réalité concrète et du fait de sa conception réifiée du prolétariat, que de faire des peuples combattants du tiers monde, l'objectif d'une présomptueuse pseudo-analyse, et parce qu'il ne faisait que ressasser, à partir de la position chauviniste *blanche* des métropoles, le caractère et la perspective de ses luttes — sans plus reconnaître dans les peuples combattants du tiers monde *les masses prolétariennes*, qui « n'ont rien à perdre sauf leurs chaînes », et qui sont devenus le noyau principal du prolétariat *mondial* par leur révolte, et qui, par cette révolte, sont devenus l'avant-garde de la révolution prolétarienne, et sans plus se reconnaître en eux —

le contenu de la politique du mouvement étudiant, à partir de ce moment, n'était plus l'internationalisme, lutte anti-impérialiste au centre du système mondial, action solidaire avec les mouvements de libération et ainsi transmission de leurs combats *ici*, son action n'était plus militante, sa perspective n'était plus révolutionnaire : lutte armée — mais le problème de sa politique n'était plus que de savoir comment parvenir à toucher ceux qu'il se représentait, du fait de son concept réifié, comme étant le prolétariat de cette métropole : la marchandise, la chose, achetable.

Ce contenu, c'était ce qu'il faisait passer pour une transmission : projection de ses problèmes sur les masses, de son recours aux masses : se cacher derrière elles ;

C'était ce qu'il faisait passer pour internationalisme et solidarité anti-impérialiste : la charité.

C'étaient ses actions : des rituels appartenant aux oripeaux ressortis de la Troisième Internationale ; sa perspective : formation de sectes staliniennes.

La *réalité impérialiste* n'était plus, en tout cas, son problème.

De même que d'une part il ne pouvait, sans le concept du système mondial, accéder à la transformation du mouvement, de sa puissance de masse, en politique prolétarienne armée, et

donc en une tactique révolutionnaire à l'intérieur des métropoles dans le cadre de l'offensive stratégique des peuples combattants du tiers monde, dans lequel cette tactique deviendra stratégie, de même devait-il nécessairement, d'autre part, s'éloigner des luttes de libération dans le tiers monde, du combat anti-impérialiste mondial. Et de même devenait-il forcément — parce que sans la relation réelle, pratique, intégrante avec le processus, il n'y a plus que cette possibilité et perspective — opportuniste, sectaire, révisionniste. Il devait réduire le concept de l'impérialisme à une abstraction vide de sens : une phrase appartenant à un vocabulaire de secte.

Les points forts de ce mouvement ont déterminé aussi son retournement, le pas en arrière — vers la révision de la rupture au lieu de son développement.

Lorsque 30 000 personnes participèrent à la manifestation de mai de l'Opposition extra-parlementaire (A.P.O.) à Berlin, et cinq jours plus tard, le même nombre à la manifestation contre les lois d'urgence à Bonn, l'A.P.O. était arrivée au point contre lequel elle était partie en guerre : elle se battait avec des moyens parlementaires.

Après que le principe « briser les règles du jeu », c'est-à-dire la légalité bourgeoise, lui avait permis le développement d'identité et de subjectivité, elle lutta contre la légalisation de l'utilisation de l'armée à l'intérieur, les mains nues quant à son programme, elle en était arrivée à l'antifascisme bourgeois, à défendre l'Etat de droit capitaliste concurrentiel contre l'Etat capitaliste monopoliste planifié, à l'opposition petite-bourgeoise et au révisionnisme.

Lors de la manifestation contre les lois d'urgence à Bonn — et nous en parlons ici si longuement, parce qu'on peut voir clairement ce dont il s'agit et ce qui s'est passé lors de la séparation de ce mouvement d'avec nous, alors que nous ne l'avons pas lâché — l'A.P.O. s'est privée elle-même de sa conscience anti-impérialiste et a abandonné sa dimension : l'internationalisme et par là sa pertinence politique. Elle manifesta par son caractère pacifique que les lois n'étaient pas faites contre *elle*, que la politique prolétarienne n'était pas *sa* cause. Qu'elle refusait de voir désormais le caractère unitaire du système mondial, et donc l'unité de la lutte contre le fascisme de l'Etat impérialiste et du combat armé du peuple vietnamien. Elle manifesta par son caractère pacifique et par l'absence de lien avec le Vietnam — son éloignement de la réalité. Et ainsi la distance par rapport au

prolétariat, et ce qui est sa relation avec la politique prolétarienne depuis : pleine de charité, de prétention, de distance ; et sa relation avec la politique de l'Etat impérialiste depuis : pleine de peur, de complicité, de corruption ; sa relation avec la réalité : brisée, détruite, aliénée.

Ce que Frantz Fanon constatait au début des années 1960 à partir de l'expérience de l'insurrection des peuples du tiers monde : c'est-à-dire que seul avec la colère, la haine, l'existence d'un mouvement spontané « l'on ne pouvait vaincre dans une guerre nationale, qu'on ne pouvait mettre en fuite l'effroyable machine de guerre de l'ennemi », trouvait dans les métropoles sa correspondance dans l'expérience essentielle du mouvement étudiant : que la spontanéité, la révolte peuvent être intégrées si elles ne sont pas armées.

La contradiction globale (dans le mouvement étudiant transmis par la protestation contre la guerre impérialiste) produit la guérilla. Son combat dans la métropole en est l'expression, et elle produit son effet par cette contradiction et pour elle, voilà sa possibilité, et dans cette phase, à partir de la situation de faiblesse subjective du prolétariat ici, elle ne peut formuler rien d'autre comme stratégie.

Sa politique

n'est pas à même de déterminer le processus de transformation de l'Etat impérialiste — la dissolution de l'Etat constitutionnel bourgeois (et de son idéologie) dans la crise économique, et donc politique, et donc culturelle —, qui est inévitable, et elle ne peut certainement pas l'empêcher. Elle peut, dans la polarisation, l'utiliser pour elle. En le montrant et en le faisant apparaître, par son action, comme *réaction*, elle montre les conditions de la politique révolutionnaire et par cela elle fait apparaître sa stratégie.

Mais il est faux de dire que l'appareil qui se gonfle actuellement contre la guérilla urbaine, ne la vise pas, mais toute la gauche légaliste — il est dirigé contre nous, il vise, dans la politique de la guérilla urbaine, le potentiel toujours présent d'insurrection ; et la surdétermination de la réaction de l'Etat (comme sa non-ambiguïté contradictoire) a sa condition dans l'actualité internationale de celui-ci — même si c'est ici qu'il est le plus faible.

L'action de la R.A.F. a été et est possible du fait de la contradiction interne de la métropole elle-même qui depuis la défaite des U.S.A. au Vietnam est déterminée par la défensive globale du capital.

Pour comprendre les transformations et les crises qui apparaissent dans la superstructure et dans la totalité des appareils idéologiques d'Etat, et pour justifier la nécessité et la possibilité d'intervenir armé dans ce processus du côté de la classe, nous devons déterminer plus précisément *ici* les transformations dans le rapport du capital à la base économique.

Du côté de la classe, cela doit signifier, du côté des peuples du tiers monde, car ici il n'y a qu'un ennemi : les trusts internationaux sous l'hégémonie U.S., les alliances militaires impérialistes, le potentiel de pacification répressive auquel le prolétariat dans les métropoles et les peuples du tiers monde sont confrontés.

Au moment de l'équilibre stratégique, de la défensive de l'impérialisme du fait de sa défaite au Vietnam — la situation dans laquelle nous combattons est déterminée par trois lignes et leur dialectique :

- la guerre de libération, la révolution nationale et sociale à la périphérie, qui s'est développée en une offensive militaro-politique, en un front contre l'impérialisme ;
- la ligne de démarcation est-ouest, qui a son point de départ dans la Révolution d'Octobre, dans la première brèche dans le rapport du capital ;
- la ligne de démarcation entre capital et travail dans les métropoles, qui s'est développée en un antagonisme, du fait des

repercussions économiques, politiques et idéologiques de la crise politique du capital à la périphérie.

La socialisation du travail au niveau mondial, par l'intermédiaire de l'internationalisation du capital et ainsi par le caractère global du rapport de production capitaliste sous la domination des U.S.A., demande des initiatives révolutionnaires qui se déterminent directement à partir du contexte international de la lutte des classes — ce sont des actions dans le cadre de l'internationalisme prolétarien. La guérilla urbaine, dans les métropoles, parce qu'elle agit comme une partie du prolétariat mondial, agit comme avant-garde de la politique prolétarienne dans les métropoles.

La forme que les luttes de classes ont prise en Angleterre, France et Italie — revendications d'augmentations de salaires relativement importantes, occupations d'usines, grèves contre l'Etat à cause de l'inflation et absentéisme, est l'expression du refus du prolétariat de continuer à fonctionner comme force productive pour le profit du capital.

Plus le capital, du fait de la chute du taux de profit, se heurte à la limite de son développement, plus il intensifie l'utilisation sans limites de son potentiel de violence, et plus ses buts deviennent visibles : organiser les masses contre la tendance, contenue dans le processus de socialisation totale de la production, à l'insurrection contre l'appropriation privée, contre l'étatisation de la société — Voilà — en bref — le processus, dans lequel la domination du capital et la terreur ouverte contre les masses sont identiques dans le fascisme.

Nous ne voulons pas faire ici l'histoire du mouvement ouvrier — mais on ne peut revendiquer le concept de politique prolétarienne, on ne peut occuper *réellement* la position des masses les plus défavorisées, si l'on ne part pas de la réaction de l'impérialisme en tant que système unitaire. Si l'on ne part pas du fait que la classe dans les métropoles a été vaincue dans le passé, qu'elle a subi des défaites dans les luttes de classes et que sa direction a pu être corrompue. Du fait que le prolétariat dans les métropoles a abandonné les peuples du tiers monde dans leur combat contre l'impérialisme, qu'il s'est supprimé lui-même en tant que classe et qu'il a donc *dû* succomber à l'idéologie bourgeoise, aux campagnes racistes, chauvinistes, anticommunistes.

Si l'on ne part pas du fait qu'il ne peut *devenir* classe, qu'il ne peut développer la conscience de ses conditions historiques, la conscience de classe, qu'il ne peut obtenir, reconquérir son auto-

nomie et son intégrité que s'il comprend l'impérialisme comme un système unitaire et le combat en tant que tel — cela signifie : s'il reconquiert la dimension de l'internationalisme prolétarien comme condition de son combat et de sa victoire sur le capital impérialiste dans son propre pays.

Au moment de l'apogée du mouvement étudiant — dans les actions de solidarité avec la guerre de libération vietnamienne, cela était articulé comme anticipation. Nous avons dit en 1968 : « Le discours sur la révolution mondiale ne peut revendiquer de ne pas être une mystification que dans la mesure où l'avant-garde sur les différents fronts a conscience du fait que son combat particulier n'est qu'un élément d'un ensemble. »

C'est parce que le prolétariat des métropoles a mené ses luttes sans la conscience de n'être qu'un élément d'un ensemble, qu'il a pu être vaincu par le capital en 1918, en 1939 et dans la période de reconstruction après 1945.

En d'autres mots : on ne peut parvenir au concept du rapport du capital, si l'on exclut la partie du monde, que le capital, dans son développement historique, s'est subordonnée, et depuis 1945 c'est le capital sous sa forme la plus développée, celle du trust multinational, qui est le sujet de cette subordination.

Voilà pour ce qui concerne le point de départ de l'analyse. Toute critique la concernant ne pourrait se référer qu'au fait que nous pourrions, à un moment quelconque de son développement, perdre de vue le point de vue stratégique — celui des masses les plus défavorisées — celui de la base de la pyramide —, ce qui voudrait dire — ce qui veut toujours dire : anticiper la défaite de la pratique dans la théorie. Sans stratégie il n'y a pas de tactique.

Marx résumait l'unité du marché mondial qui se formait et se développait à son époque, et par là celle du prolétariat mondial comme unité de différentes formes de domination du capital : « L'hypocrisie profonde et la barbarie intérieure de la bourgeoisie se montrent à nous sans voiles, si nous portons nos regards des métropoles où sa domination a revêtu des formes respectables, civilisées, vers les colonies où elle est brutale. »

Si l'on veut désigner brièvement les phases historiques dans lesquelles le capital a été acculé là où il se trouve actuellement — dans la défense stratégique — il faut utiliser le processus même de décivilisation de sa domination dans les métropoles, comme opérateur de l'analyse.

Le point de retour, à partir duquel les formes de domination

dans les métropoles ont également été privées de leur « respectabilité », à partir duquel son processus est devenu un processus de désidéologisation — est la Révolution d'Octobre.

Depuis 1945, la réaction dans les métropoles est déterminée essentiellement par les luttes de libération des peuples du tiers monde, luttes d'abord anticolonialistes puis anti-impérialistes.

En 1945, le projet U.S. de faire liquider l'U.R.S.S. par l'armée fasciste avait échoué ; en 1949 c'était la victoire de la révolution en Chine.

L'impérialisme dont la Chine s'était libérée et au domaine de domination duquel l'Union soviétique échappa, retourne contre son propre peuple aux U.S.A., sous la forme de la terreur anti-communiste du Macarthysme.

En politique extérieure, commença l'offensive du « roll-back » ; financement tout d'abord de la guerre coloniale française au Vietnam, puis la Corée, la Malaisie, ensuite le renversement de Mossadegh en Iran, puis le Liban, l'Amérique latine, etc.

Mais le fait que l'impérialisme ne réussissait plus à séparer les formes « brutales » de sa domination dans les colonies des formes « civilisées » chez lui, signalait la faille dans l'équilibre stratégique au moment du passage à une stratégie défensive globale du capital qu'adopta l'impérialisme U.S. après la victoire de la révolution cubaine.

Commencèrent alors les programmes de contre-insurrection de Kennedy et McNamara contre les peuples du tiers monde — aux U.S.A. le contrôle et le fichage complet de l'opposition politique par la C.I.A. et le F.B.I., jusqu'à l'exécution systématique des cadres de l'opposition noire.

La guerre de résistance et de libération du peuple vietnamien et ses conséquences ont précipité l'impérialisme U.S. et son système du bloc impérialiste U.S. dans la crise, sur le plan politique, économique et militaire. La lutte du peuple vietnamien a aiguisé la contradiction prolétariat mondial — capital impérialiste, et elle a affaibli globalement la machine impérialiste. Elle était l'antagoniste par excellence, parce que — ainsi Guevara — « des possibilités révolutionnaires sont contenues dans les affrontements qui tiennent en échec tout l'appareil impérialiste ».

A ce propos la forme *intérfétatique* des relations internationales du capital, dans laquelle l'État national doit devenir institution pour le capital dominant — c'est-à-dire fonction de la politique extérieure U.S. conçue comme « politique intérieure mondiale »,

est essentielle. Elle développe une structure du pouvoir, à partir de laquelle toute guérilla, même si elle est encore faible, représente un moment d'instabilité pour tout le système d'États du bloc U.S. et à partir de laquelle chaque action de la guérilla fait apparaître le processus de désagrégation avancée du système de la production capitaliste et le développe de façon stratégique.

La crise économique de l'impérialisme ne fonctionne plus en elle-même comme instrument de la régulation et de la régénération du cycle capitaliste — et les raisons en sont politiques : dans les luttes de libération à la périphérie, le capital s'est heurté à sa limite *politique* — la politique prolétarienne. C'est une évolution dont la Révolution d'Octobre et plus tard — par l'intermédiaire de la Troisième Internationale et de la Révolution chinoise — les guerres de libération du tiers monde sont les opérateurs. Ceci est aujourd'hui conscience et stratégie, des deux côtés du rapport du capital : du côté du capital international sous l'hégémonie U.S. et du côté du prolétariat mondial.

Nous avons dit :

La brèche dans le rapport du capital a eu lieu lors de la Révolution d'Octobre. Sa défense a développé et développe encore, parallèlement au mouvement du capital, une non-simultanéité, qui a son expression parfaite dans le potentiel *over-kill* qui s'affronte : la machinerie devenue autonome.

Cela signifie que par l'obligation de développer, dans la situation de l'encerclement, une production d'armes qui soit militairement à la hauteur du potentiel de destruction de l'impérialisme, l'Union soviétique fut obligée d'adopter le modèle d'accumulation : non-simultanéité du développement de la ville et de la campagne, du développement de l'industrie lourde et de l'industrie des biens de consommation, production de surplus pour l'utiliser dans l'armement, donc destruction de plus-value avec la conséquence d'un renoncement accru à la consommation.

La marche de la Révolution d'Octobre était déterminée par le fait que la production de biens matériels en U.R.S.S., après cet Octobre, n'était pas dictée seulement par la nécessité d'une aug-

mentation radicale de la faible offre par tête en produits alimentaires, vêtements, logements, etc., mais aussi par la nécessité de constituer tout de suite une puissance militaire forte pour empêcher une reconstruction contre-révolutionnaire : l'intervention impérialiste. Staline disait en 1931 : « Nous avons cinquante à cent ans de retard sur les pays développés. Nous devons rattraper cette distance en dix ans. Ou bien nous arriverons à le faire ou bien nous serons écrasés. » En effet, dix ans plus tard, il y eut l'agression hitlérienne contre l'U.R.S.S. De même aujourd'hui encore, la concurrence et la compétition n'ont lieu que dans le domaine de la machinerie militaire devenue autonome, et non pas comme Khroutchtchev croyait pouvoir le propager au milieu des années 1950, dans celui de la production de biens de consommation.

Cela veut dire que les deux systèmes disposent d'un potentiel de destruction qui est aujourd'hui l'expression la plus développée de la production humaine, si l'on prend comme critère le niveau scientifique et technologique que la production d'armement a permis d'atteindre.

La Révolution d'Octobre a eu des effets dans deux directions : elle a structuré le processus de la réaction et ainsi le développement du capital dans l'impérialisme, comme processus contre-révolutionnaire, et elle a organisé avec la formation de la Troisième Internationale, qui contrairement à la seconde s'est placée du côté des mouvements de libération anticolonialistes des peuples du tiers monde, le lien stratégique entre les luttes anti-impérialistes à la périphérie et celles dans les métropoles.

Ainsi c'est à partir de la Révolution d'Octobre que nous devons évaluer le rapport de forces dans les métropoles — et son histoire : révisionnisme, le désarmement de l'affrontement dans l'économie, dans les luttes économiques, dans lesquelles l'antagonisme de classe a pu devenir le moteur du développement capitaliste —

et ainsi c'est à partir de la Révolution d'Octobre qu'il faut évaluer le processus de décolonisation. Les deux se rejoignent au moment de l'équilibre stratégique et du basculement dans la défense stratégique du capital : au moment de la guerre au Vietnam.

Dans le processus de la socialisation du travail, la réaction du capital monopoliste contre l'insurrection a été l'introduction du taylorisme, et cette fois-ci globalement, avec le but explicitement politique de priver le modèle révolutionnaire comme il était apparu en Allemagne, les conseils ouvriers, de la base dans la production, des ouvriers qualifiés, qui jusqu'alors avaient la direction

dans les organisations du prolétariat — social-démocratie, syndicats etc.

Le forcing du taylorisme signifiait son utilisation *stratégique* par le capital, pour désorganiser le prolétariat en tant que classe pour soi, et le rendre de toute façon inorganisable.

Le taylorisme était le véhicule de l'offensive du capital à la base contre le prolétariat organisé — donc combattant. Le capital montre sur ce point, dans la réaction à la Révolution d'Octobre, que la production est le lieu où le prolétariat lutte par principe dans la défensive, où il ne peut *attaquer* ; que la contradiction travail salarié — capital ne peut être brisée par des luttes de classes qui se meuvent à l'intérieur de cette contradiction.

C'est par le taylorisme que le capital organise la production — et ainsi le processus du travail, de façon *politique* : un développement qui prive le travail du personnage qui était le ferment de son organisation de classe par le processus de production : l'ouvrier qualifié.

Lorsque nous constatons que l'établissement du capitalisme monopoliste, en passant par le capitalisme concurrentiel, mène à la domination du politique, c'est-à-dire de l'Etat sur l'économique, cela signifie au niveau de l'usine, que la technologie devient directement technologie de répression ; son but en tant que capital n'est plus uniquement la consommation de force de travail vive, donc d'utilisation du capital, mais la technologie elle-même devient directement instrument de domination. Ces nouvelles formes de la division du travail, découpant et en même temps intensifiant le travail manuel, amènent une nouvelle couche d'ouvriers-aristocrates dans l'usine — le technicien, qui surveille à la fois le processus du travail et le travailleur.

La conséquence de cette restructuration du prolétariat par la déqualification du travail et l'apparition de nouvelles technologies comme opérateur de la hiérarchisation des processus de travail, en un mot : de la politisation de la production, était forcément l'épuisement des organisations politiques d'ouvriers traditionnelles — des partis et des syndicats. Ce qui se passe désormais dans ces formes anciennes, c'est l'organisation des travailleurs pour le capital, parce que la condition de l'organisation pour le prolétariat — une organisation déterminée du travail (organisation de la production et ainsi stratégie) — n'appartenait plus au prolétariat.

La social-démocratie au pouvoir apparaît toujours au moment, où il s'agit pour le capital de reprendre sa ligne de défense,

pour pouvoir développer, dans la défense de la réaction, une nouvelle offensive contre le prolétariat. C'était ainsi en 1918, c'était ainsi en 1966, ainsi opérait Roosevelt dans la crise au début des années 1930, c'est ainsi au Portugal et en Espagne. En 1918, le S.P.D. avait la fonction de démanteler les luttes de classes — de retourner leurs contenus par leur intégration dans le développement du capital, par leur parlementarisation. Ce qui signifie l'expression institutionnelle, au niveau de l'Etat, du processus de restructuration que le capital avait introduit.

Il y a trois niveaux, sur lesquels se jouait l'intégration de l'antagonisme dans le développement du capital par la social-démocratie, après que Noske (ministre de la Guerre à l'époque) avait fait réprimer la révolte spartakiste par la police : par la subordination du parti sous le groupe parlementaire, si bien que la seule expression politique organisée du prolétariat était le parlementarisme, et cela signifie la politique d'Etat structuré par le capital ; par la subordination des syndicats sous le parti — ce qui implique la dépolitisation définitive des luttes de classes économiques ; et par le système des comités d'entreprise, avec lequel la social-démocratie usurpe les contenus de l'insurrection de 1918-1919 — essentiellement l'autonomie — en les reprenant de façon programmatique et en en faisant ainsi le facteur de l'organisation du prolétariat pour le capital.

Le modèle d'Etat planifié développé pour la première fois en Allemagne par la social-démocratie, qui organise la contradiction travail salarié — capital pour le capital, a été concocté par Roosevelt aux U.S.A., avec le New Deal — syndicats d'Etat et un réseau dense de postes au gouvernement dans la société, institutionnalisation de la lutte des classes comme modèle de domination de la crise : c'est de là qu'il a été ré-importé dans les trois zones ouest après 1945, par les forces d'occupation U.S., dans le processus de la restauration du capital monopoliste ; c'est à partir de là que le prolétariat ouest-allemand a été organisé directement par le capital U.S., par l'intermédiaire de la social-démocratie achetée par le capital U.S., et des syndicats structurés et financés par la C.I.A.

La troisième ligne, qui, avec l'irruption de la Révolution d'Octobre dans le rapport du capital, est devenue l'opérateur de l'affrontement global entre processus révolutionnaire et impérialisme, est les luttes de libération anticolonialistes, qui avaient leur point de départ commun et leur centre de discussion et de coordination dans la Troisième Internationale — cela concerne surtout les luttes de libération en Asie du Sud-Est, par lesquelles, en 1945,

les vieilles puissances coloniales, l'Angleterre, la France et la Hollande furent ébranlées, si bien qu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale impérialiste, les U.S.A. étaient devenus la dernière puissance dirigeante, impérialiste, néo-colonialiste, dominante.

Lorsque l'U.R.S.S. disposa finalement, comme les U.S.A., d'armes nucléaires, la condition politique fut créée par le pacte atomique, pour le développement des luttes armées de libération à la périphérie contre l'impérialisme U.S., dans la mesure où cela rendait possible, « sous sa protection », des guerres locales limitées régionalement, sans que cela déclenche une troisième guerre mondiale, ou si l'on veut, sans s'attirer tout le potentiel de destruction des U.S.A.

Il est important de constater que, bien que le modèle d'accumulation soviétique n'ait évidemment pas pu représenter une force d'attraction pour le prolétariat dans les centres d'accumulation du capital et que les partis communistes dans les centres, organisés dans la Troisième Internationale, n'aient pu arriver, après 1917, à aucune politique autonome révolutionnaire, le développement de l'opposition Est-Ouest vers la ligne de démarcation comme conséquence et fonction de la Révolution d'Octobre, est resté irréversible.

C'est ainsi que la victoire du peuple vietnamien sur les U.S.A. a pu rétablir l'équilibre entre processus révolutionnaire et impérialisme, que le passage de l'impérialisme dans la défensive a pu devenir la rupture stratégique du système.

Nous avons dit : le Vietnam est le moment de l'équilibre stratégique entre l'impérialisme et la révolution, et ainsi le commencement d'une évolution au cours de laquelle l'impérialisme est acculé à la défensive stratégique.

L'affrontement militaro-politique sur la ligne de démarcation Nord-Sud développe la ligne de démarcation à l'intérieur de la métropole, qui amène le capital, du fait de la modification de la composition organique, qui lui est imposée par la technologie de guerre etc., et du fait de la chute du taux de profit, à se heurter à sa propre limite. Ainsi la crise dans les métropoles n'est pas seulement une crise cyclique, c'est-à-dire une crise de surproduction, elle est avant tout structurelle. Les formes de transmission, donc le marché et la monnaie, ne correspondent plus aux conditions réelles à la base, elles ne les transmettent plus, parce qu'à la base le rapport du capital au mode de production — machinerie au stade de passage à l'automation — est devenu dysfonctionnel. La situation de l'impérialisme est caractérisée par le fait qu'il n'a plus de

stratégie, qu'il n'est plus capable que de poursuivre un seul but : entraver le processus historique — processus qui est tout aussi bien saisi par le concept d'expropriation que par le concept de conquête du pouvoir, et dont le projet — communisme — est finalement le bouleversement total des rapports de production, du mode de production et donc de l'organisation sociale, des formes de communication entre les hommes — finalement le dépassement, la fin de la politique.

En Europe, le projet de la défensive américaine est la formation d'un bloc homogène et intégré sous la direction de la République fédérale de la social-démocratie. Nous avons développé et analysé cette détermination à partir du mouvement du capital et du rapport de forces entre les mouvements de libération du tiers monde et l'impérialisme U.S. Nous allons maintenant concrétiser ceci par quelques points et montrer comment ce bloc homogène est imposé, par la centralisation et la restructuration des appareils d'Etat, leur large usurpation répressive des fonctions sociales — en bref : leur transformation en départements de l'Etat fasciste développé.

Ce développement de la transformation des appareils d'Etat en un instrument de contrôle centralisé et intégré du capital, peut être montré à partir de l'exemple de la loi sur le Service pour la Protection de la Constitution dans le Land de la Basse-Saxe — des lois analogues ont été adoptées ou sont en préparation dans d'autres Länder fédéraux : elle fonctionne, à ce stade de la création du bloc intégré, comme centrale des services de renseignements. Elle oblige tous les services administratifs à transmettre des informations au Service pour la Protection de la Constitution — sans qu'on leur demande, automatiquement ; le terme employé pour cela est « obligation de rapport ». Par cela, tous les services administratifs, y compris les media, institutions de droit public, sont transformés en un gigantesque centre de renseignements à la solde du Service pour la Protection de la Constitution.

Il se développe un appareil de services secrets qui dispose de l'instrument de canaux de communication du bas vers le haut et du haut vers le bas — un appareil de renseignements dans lequel le peuple est totalement objet.

C'est la transformation des media en une super-agence de renseignements, qui fonctionne à deux niveaux : contrôle et fichage, et conduite psychologique de la guerre. Elle est possible par un appareil, dont le fonctionnement pourrait atteindre une totalité ab-

solue, qu'un ministère de la propagande serait incapable d'atteindre.

1 p
Un appareil qui rassemble les informations, les met en fiches, les transmet à la Sûreté de l'Etat/au Service pour la Protection de la Constitution — à la C.I.A., voire à l'O.T.A.N. — qui les analyse et qui, d'après les résultats, crache de nouvelles informations, structurées psychologiquement — pour contrôler, voire développer des campagnes par lesquelles la restructuration est imposée.

(Un exemple : les lois d'exception, et comment elles ont été imposées dans les procès contre les prisonniers de la R.A.F., par des campagnes de guerre psychologique contre les prisonniers et contre les avocats : par des manœuvres relevant de la guerre civile, jusqu'aux opérations et programmes de contre-guerrilla planifiés, introduits par la C.I.A. qui en fournit le matériel — comme par exemple, le dépôt et l'explosion de bombes dans les consignes automatiques de gares organisés par la Sûreté de l'Etat, ou bien les programmes d'extermination, structurés psychiatriquement, contre les prisonniers —)

1 p
La loi sur le Service pour la Protection de la Constitution du Land de Basse-Saxe est un exemple expliquant le fond du problème, parce que le moment global de la stratégie militaire impérialiste est la conduite psychologique de la guerre, donc la manipulation des masses — nécessaire du fait qu'une mobilisation réactionnaire des masses n'est plus possible. L'impérialisme n'a pas de projet pour lequel il puisse encore mobiliser les masses.

1 p
Le projet que le Premier ministre belge Tindemans propage maintenant pour la C.E.E., correspond exactement aux buts de la social-démocratie d'organiser, pour le capital américain, l'Europe occidentale en un bloc politique économique et militaire, qui sera dirigé par le Pentagone. La proposition du F.D.P. à ce propos est d'intégrer les appareils de sécurité intérieure et extérieure, donc le ministère de l'Intérieur et le ministère de la Défense, tandis que Maihofer, à un niveau inférieur, opère la militarisation de la politique intérieure européenne — en visant l'homogénéisation horizontale et verticale des appareils répressifs d'Etat à l'intérieur de l'Europe occidentale — par l'intermédiaire de la conférence des ministres de l'Intérieur de la C.E.E. L'intégration de la politique intérieure de l'Europe occidentale dans l'O.T.A.N., par l'intermédiaire des machines de répression, signifierait que tout l'appareil de la Sûreté de l'Etat et de la police, c'est-à-dire police, police de la frontière (B.G.S.), commandos mobiles d'intervention (M.E.K.), Office fédéral de la Police criminelle (B.K.A.) et son

ordinateur, qui est quand même le plus important ordinateur de police dans le monde, deviendrait une dépendance ou plus exactement : une fonction directe du Pentagone —

La forme institutionnelle que revêt le projet, dès aujourd'hui, est la réserve des forces d'intervention de l'O.T.A.N., dont l'utilisation contre les mouvements révolutionnaires en Italie, en Grèce, en Espagne, au Portugal appartient dès aujourd'hui à la doctrine des ministres des Affaires étrangères de la C.E.E.

Le but de la social-démocratie est d'imposer ce projet d'intégration de la politique intérieure et extérieure des Etats de l'Europe occidentale, par l'intermédiaire de l'énorme potentiel économique de l'impérialisme ouest-allemand, au niveau des gouvernements et d'une manière opérationnelle — par les partis sociaux-démocrates, par l'intermédiaire de l'Internationale Socialiste.

(Brandt : « Le désir d'unification sur le plan mondial ne doit pas, d'après moi, nous empêcher de faire — de faire surtout cela aussi — ce qui est nécessaire et possible devant notre porte pour aider la social-démocratie européenne à atteindre une consistance renforcée et une qualité meilleure. Et quand je parle de la social-démocratie européenne, je pense, dans le sens opérationnel, aux parties de la communauté s'élargissant directement ou indirectement. » — Brandt, Kreisky, Palme : « Lettres et conversations ».)

Nous ne disons pas que le développement de ce bloc en Europe occidentale est une chose acquise — c'est un projet. Il s'agit pour nous, en montrant en Allemagne fédérale la stratégie de la social-démocratie comme stratégie des U.S.A., d'en empêcher la réalisation.

1 p
Le bloc ouest-européen qu'envisage l'Allemagne fédérale comme Etat représentant les U.S.A. en Europe occidentale, ainsi que la social-démocratie comme une fonction de la politique extérieure U.S., devrait être, selon les conceptions de Herold, organisé d'après le modèle de structure de la R.F.A. comme fédération ; cette structure dans laquelle la B.K.A., pour les poursuites contre la R.A.F., avait organisé des commissions spéciales dans toutes les capitales des Länder — auxquelles étaient subordonnés la police criminelle de chaque Land, la police de protection, le Service pour la Protection de la Constitution de chaque Land (Verfassungsschutz) et les unités de la police de la frontière (Bundesgrenzschutz), qui étaient chargés des recherches. Le « modèle fédératif de la R.F.A. », cela signifie donc, en d'autres mots : sous la direction centrale, c'est-à-dire le commandement de la Républi-

que fédérale, de sa Sûreté de l'Etat, composée de l'Office fédéral de la Police criminelle (B.K.A.), de l'Accusation fédérale, du Service pour la Protection de la Constitution, des services secrets, du ministère fédéral de l'Intérieur, etc.

Cela est formulé dans la phrase de Genscher (ministre des Affaires étrangères, F.D.P.), par laquelle il récusé la critique de l'Union soviétique du plan Tindeman — le fait qu'on n'apprend même plus le contenu de cette critique par la presse est assez significatif — : toute tentative de s'immiscer ici est une tentative de s'immiscer dans les affaires intérieures de la Communauté européenne.

Ici Genscher se fait le porte-parole d'une unité politique, économique et militaire de l'Europe occidentale, qui n'existe que par la prétention d'en être l'exécutif, le centre, la centrale de commandement. Genscher anticipe par là le plan Tindeman comme s'il était déjà réalisé — il dicte par là les relations Communauté européenne — Union soviétique. « Immision dans les affaires intérieures » est tout de même un délit en droit international — c'est-à-dire que Genscher prononce par sa phrase la menace de la guerre (froide) entre C.E.E. et Union soviétique.

L'initiative actuelle de Maihofer, d'imposer, par l'intermédiaire de la Communauté européenne — puisque cela ne marche plus par l'O.N.U. — une convention antiterroriste — un « pacte » comme on nomme la chose — où il s'agit essentiellement de sanctions contre les Etats du tiers monde, qui offrent l'asile à des guérilleros (par exemple par un boycott conséquent, par le retrait d'aide au développement) a pour but de faire passer la même prétention de direction de la R.F.A. — ici dans la relation C.E.E.-tiers monde.

Voilà la correspondance, en politique intérieure, de la réaction U.S. en Europe, à la ligne désormais ouverte de la stratégie militaire américaine et donc de la doctrine de l'O.T.A.N., selon laquelle les U.S.A. peuvent employer des armes nucléaires même pour une stratégie préventive. Dans le cas d'un conflit tel que les manœuvres de l'O.T.A.N., Wintex 75, le supposent, le président des Etats-Unis décide après 7 jours l'utilisation d'ogives atomiques au-dessus du centre de l'Europe — en tout, pour ces manœuvres, on a supposé l'éventualité de 200 ogives nucléaires au-dessus de la R.F.A. — sur Hambourg, Cologne, Hannover, la Ruhr, Francfort, Stuttgart et Munich — de cinq millions de morts et de la transformation de la R.F.A. en désert atomique intégral, en supposant par ailleurs que dès le huitième

jour il deviendrait impossible, en fonction de la situation des manœuvres, de déterminer de quel côté les bombes sont lancées.

Ce qui signifie simplement : lorsque la conception faible de la conduite conventionnelle de la guerre en Europe occidentale se sera effondrée, le potentiel nucléaire U.S. transformera en désert le territoire de la R.F.A. que l'on ne pourra plus tenir.

La nature de la stratégie militaire et de la politique militaire impérialiste s'est révélée dans la stratégie de génocide des U.S.A. contre le Vietnam : là-bas il est devenu manifeste que le but de guerre de la politique militaire impérialiste est l'extermination totale.

(La formulation de Westmoreland était : « Ou bien le Nord-Vietnam cesse son agression, ou bien nos bombes le feront retourner à l'âge de pierre. ») Et si, il y a quelques mois, Leber (ministre fédéral de la Défense, S.P.D.) dans la ligne des manœuvres Wintex 75, a donné son accord à la doctrine du Pentagone de l'attaque atomique préventive, et, de ce fait, à la destruction atomique du territoire de la R.F.A., cela caractérise très clairement et sans précédent historique, la fonction de la social-démocratie pour le capital américain. Voilà la politique militaire d'un gouvernement qui n'a même pas son pareil dans la politique militaire des régimes fantoches du tiers monde — peut-être tout au plus Syngman Rhee en Corée, qui — comme la conception de Leber — a donné son accord à la destruction totale de son pays — pendant la guerre de Corée. On ne peut mieux illustrer le statut colonial de la R.F.A. par rapport aux U.S.A. Il n'y a aucun gouvernement au monde, et il n'y en a jamais eu aucun, qui ait ainsi évoqué publiquement la destruction totale du peuple qui est sous sa domination, dans l'intérêt d'une puissance étrangère.

Les bases de ces conceptions ne sont pas des hypothèses fictives et invraisemblables, mais des estimations réalistes d'une situation possible et de son évolution.

Ainsi, elles contiennent en même temps une condition tacite, mais nécessaire : la manipulation totale et scientifique du peuple, un retournement complet du rapport être et conscience dans la réception de chaque individu et du peuple — donc : publique.

Cela signifie : la condition nécessaire de cette conception de la stratégie militaire impérialiste (dans laquelle seule la politique

du capital se manifeste) est l'obligation de restructurer l'opinion publique par des stratégies de manipulation, et de la re-situer comme opinion publique de l'Etat impérialiste : ici se révèle le caractère général de la stratégie de la conduite psychologique de la guerre.

18

Extraits des dépositions (procès-verbal) de prisonniers de la R.A.F. sur la structure du groupe.

Après une requête de la défense à Stammheim dans le cadre de la production de preuves.

Juin-août 1976

à au procès

... Evidemment, c'est idiot de dire : étudiante, parce que justement cela s'est passé pour chacun de nous et s'était passé. On ne peut que dire : rien de semblable.

Et le second point est que je ne répondrai de toute façon, à aucune des questions posées par vous, par le tribunal, par la justice, par l'Accusation fédérale. Ce serait absurde. Tels ne sont pas les rapports. Pour les rapports entre nous et la cour, la justice, l'Accusation fédérale, le terme précis est celui de guerre, et son expression la plus précise est que quatre d'entre nous sont morts, assassinés alors que prisonniers.

A ce niveau, il n'y a ici aucune possibilité de discussion. Pourquoi venons-nous ici, pourquoi faisons-nous ceci, pourquoi venons-nous au procès...

PRINZING. — Non, ce n'est pas l'objet. Le contexte...

— Si ! Cela en fait partie. C'est juste le commencement. Je veux commencer maintenant par ce que je veux dire ici et je n'ai pas l'intention d'écouter vos imbécillités.

Pourquoi, après tout, quelqu'un d'entre nous vient encore ici après la mort d'Ulrike, c'est parce que nous pensons, parce que nous pouvons dire ici qu'il est nécessaire de montrer la vé-